



Rapport final du PEFC International pour « Programme de soutien et de développement du PAFC en Afrique Centrale »

1. Description

- 1.1. Nom du bénéficiaire : PEFC International
- 1.2. Nom et fonction de la personne de contact : Ben Gunneberg, Secrétaire général
- 1.3. Nom des partenaires de l'Intervention (éventuel): PAFC Cameroun et PAFC Gabon bénéficiant de l'intervention ainsi que potentiellement Rougier Gabon et les autres opérateurs forestiers qui s'engageront vers la certification PAFC Gabon ainsi que les organismes de certification souhaitant se faire accréditer pour le système de certification PAFC Gabon, de même que les parties prenantes des pays de la sous-région souhaitant soutenir le développement d'une initiative national pour le développement d'un système de certification national.
- 1.4. Numéro de la Charte: contrat de subvention n°075, BMZ n° 2008 66 707 pour un montant de 74382 €
- 1.5. Date de début et date de fin de la période de reporting: janvier 2015 – mars 2017
- 1.6. Pays ou région(s) : Bassin du Congo dont Gabon, Cameroun, RDC et RCA
- 1.7. Bénéficiaires finaux et/ou groupes cibles¹ (si différents) : pour le guide d'audit, PAFC Gabon, les opérateurs forestiers qui s'engageront vers la certification PAFC Gabon ainsi que les organismes de certification souhaitant se faire accréditer pour le système de certification PAFC Gabon; pour le Toolkit, les acteurs clés qui seront identifiés au cours des missions en RDC, RCA ainsi que ceux déjà identifiés en République du Congo (administration forestière, gros opérateurs privés, UniCongo) puis ceux qui seront identifiés lors de l'étude financée par le PPECF à l'automne concernant la République du Congo ; pour le programme d'accréditation, les bénéficiaires seront les entreprises gabonaises souhaitant se faire certifier et les organismes de certification souhaitant se faire accréditer selon le système de certification PAFC Gabon.

¹ Les "groupes cibles" sont les groupes/entités pour lesquels l'Intervention aura eu un apport direct et positif au niveau de l'Objectif du Projet, et les "bénéficiaires finaux" sont ceux qui bénéficieront de l'Intervention à long terme.



2. Evaluation de la mise en œuvre des activités de l'Intervention

2.1. Activités et résultats

Activité 1: Développement du guide d'audit

Sujets/activités couverts : développement d'un guide d'audit pour le standard de gestion forestière de PAFC Gabon

Le guide a été développé et achevé au printemps 2015. Il a pu être testé lors de l'audit à blanc de Rougier Gabon. Les consultants ayant effectués l'audit à blanc ont depuis été contracté pour le transformer en un guide d'interprétation permettant précision et clarté pour les auditeurs et audités.

Ce guide a été développé par Terea dans le cadre d'un contrat de gré à gré (6500€, inférieur à 25000 €)

Activité 2 : Mission RDC

Sujets/activités couverts : développement de documents de base (procédures d'élaboration d'un standard, cartographie des parties prenantes, draft standard) pour faciliter le lancement du développement du système national de certification.

Outre le développement de ces documents, une mission de prospection, promotion et sensibilisation auprès des parties prenantes de RDC a été réalisée du 29 octobre au 5 novembre 2015. Cette mission fut finalement réalisée uniquement par le consultant de Terea suite à des problèmes internes à PEFC. La Fédération des Industrielles du Bois (FIB) fut un grand soutien pour la bonne réalisation de cette mission et reste notre principal partenaire dans le pays.

Ce travail documentaire préparatoire, permettra un démarrage plus rapide du processus national de développement d'un système de certification lorsque des acteurs nationaux souhaiteront le lancer.

Terea apporte son soutien à cette mission dans le cadre d'un contrat de gré à gré (21000 € donc inférieur à 25000 €).

Activité 3: Mission RCA

Sujets/activités couverts : développement de documents de base (procédures d'élaboration d'un standard, cartographie des parties prenantes, draft standard) pour faciliter le lancement du développement du système national de certification.

Outre le développement de ces documents, une mission de prospection, promotion et sensibilisation auprès des parties prenantes de RCA du 22 septembre au 29 septembre 2015. Un grand soutien fut assuré par l'administration forestière ainsi que par le conseiller français auprès du Ministère. La mission a été fortement compliquée par les tensions qui sont apparues dans Bangui pendant la mission qui dut ainsi être prolongée de près d'une semaine en attendant une évacuation par l'ONU. Le surcout engendré a été pris en charge par le PEFC.

Ce travail documentaire préparatoire, permettra un démarrage plus rapide du processus national de développement d'un système de certification lorsque des acteurs nationaux souhaiteront le lancer.



Le travail effectué pour la RCA et la RDC est également complémentaire de l'étude financée par le PPECF et menée en 2016 sur la possibilité de développer un PAFC Congo. En effet, ces trois travaux couplés aux expériences engrangées avec le PAFC Gabon et le PAFC Cameroun ont permis d'établir les bases du travail documentaire pour le développement d'un système PAFC avec une approche régionale permettant une mutualisation des différentes ressources.

Terea apporte son soutien à cette mission dans le cadre d'un contrat de gré à gré (21000 € donc inférieur à 25000 €).

Activité 4: Mission Cameroun

Sujets/activités couverts : mission d'appui à PAFC Cameroun par PEFC International au Cameroun ; appui technique pour PAFC Cameroun et de soutien/promotion auprès des parties prenantes clés camerounaises.

PAFC Cameroun a organisé de nombreuses rencontres, notamment avec l'administration, certains acteurs du secteur privé et d'autres parties prenantes dans l'intérêt de PAFC Cameroun et du développement du système national de certification. Une émission de télévision était également au programme. Par ailleurs, cette semaine de travail a servi également à affiner le travail produit par PAFC Cameroun en vue de la finalisation de son système de certification et les obstacles qui restent à franchir. Cette mission avait été rendu difficile à cause de l'état de santé précaire de Christine Nkene, Présidente du PAFC Cameroun, et décédée depuis. Mais son travail est désormais en voie de finalisation et PAFC Cameroun prévoit désormais de soumettre son système national de certification au PEFC pour reconnaissance en avril 2017 suite à une nouvelle visite de travail en février 2017.

Cette mission s'est déroulée du 24 au 29 août 2015.

Activité 5: Ouverture d'un programme d'accréditation pour PAFC Gabon

Sujets/activités couverts : ouverture d'un programme d'accréditation auprès d'un organisme d'accréditation (OA) affilié à l'IAF. L'OA est le COFRAC (France).

En ce début 2017, cela reste le problème le plus épineux pour la mise en œuvre du système PAFC Gabon.

En effet, grâce au financement du PPECF, il a été possible de payer la facture pour l'ouverture du programme d'accréditation, ce qui oblige le COFRAC à aller au bout de la procédure. Mais le COFRAC est toujours en cours d'étude du dossier malgré l'intérêt avéré de Bureau Veritas Douala et de Nepcon Afrique.

Le calendrier actuel annoncé par le COFRAC est un passage devant le comité d'accréditation trimestriel de juin 2017. Ainsi des audits seraient possibles dans le dernier tiers de l'année 2017.



Activité 6: Brochure PAFC

Sujets/activités couverts : design et impression de 1000 exemplaires de cette nouvelle brochure sur PAFC et les activités de PEFC dans le Bassin du Congo

Bien que le design de ce document ait été entamé, la mise en œuvre de cette activité n'a pas été poursuivie. Deux raisons principales en sont la cause :

- d'abord la pertinence de cette activité. Si la mise en œuvre du PAFC Gabon, au moment de la prise de décision, avait été plus avancée ainsi que le développement du PAFC Cameroun et PAFC Congo alors il aurait été intéressant de continuer le développement de cette brochure mais les différents retards et évolutions auraient rendu ce document rapidement obsolète et d'une faible utilité.
- Ensuite, le fait que l'activité 7 (Toolkit), bien plus prioritaire en termes d'efficacité pour le développement du PAFC, a connu plusieurs contre-temps notamment dans la phase de traduction. Ainsi le coût s'est trouvé bien plus élevé qu'initialement planifié.

Il fût donc fait le choix de reporter les ressources financières sur l'activité 7.

Activité 7: Toolkit sur le développement des systèmes de certification

Sujets/activités couverts: design et impression de 100 exemplaires de la version française avec les clés USB adaptées

Obtenir une traduction convenable aura au final été bien plus long que prévu et surtout bien plus onéreux que planifié. Cela aura eu des conséquences sur cette activité 7 mais également sur l'activité 6. Ainsi il fut décidé de ne pas réaliser une impression haute qualité d'une petite quantité d'exemplaires (entre 50 et 100) mais de privilégier une grande dissémination avec une impression plus basique du document afin de pouvoir faire une dissémination à grande échelle auprès de tous les acteurs rencontrés notamment en RCA, RDC et Cameroun dans un premier temps puis dans les autres pays de la sous-région et enfin au sein de la communauté francophone du continent. La réalisation de clés USB spécifiques au Toolkit a finalement été abandonnée suite à la nouvelle stratégie de diffusion.

Le travail de finition de la traduction puis d'édition et d'harmonisation du document a été fait par Logic Corporate, une entreprise collaborant fréquemment avec PEFC France. Le design du document en version française a également été fait par Eddy Hill.



2.2 Veuillez fournir un plan d'actions mis à jour²

Activité	Année 2015												2016-2017	Organisme de mise en œuvre		
	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aou	Sep	Oct	Nov	Dec				
Développement du guide d'audit																Consultant - Terea
Mission RDC																PEFC International + consultant-Terea
Mission RCA																PEFC International + consultant-Terea
Mission Cameroun																PEFC International – PAF Cameroun
Ouverture d'un programme d'accréditation pour PAFC Gabon																PEFC Int et le COFRAC
Brochure PAFC																Eddy Hill Design and PEF Int
Toolkit sur le développement des systèmes de certification																Consultants- Logic Corporate and Eddy Hill Design and PEFC Int

² Ce plan couvrira la période se situant entre le rapport intermédiaire et le prochain rapport.



3. Partenaires et autres coopérations

3.1 Comment évaluez-vous les relations entre les partenaires formels de l'Intervention (c'est à dire les partenaires qui ont signé un contrat avec soit le Programme, soit votre entité)? Veuillez spécifier pour chaque organisation partenaire.

Relations entre PEFC International et :

- PAFC Cameroun : très bonne coopération avec notre membre. Ils ont organisé notre visite qui s'est tenue du 24 au 29 août 2015, et soumettront courant 2017 leur système au PEFC pour reconnaissance.
- PAFC Gabon : le développement du guide d'audit a permis la tenue du premier audit à blanc PAFC Gabon, ce qui représente pour PAFC Gabon une avancée majeure vers un premier certificat. La Présidente de PAFC Gabon a pu participer à cet audit à blanc. Les relations avec notre membre sont bonnes et la mise en œuvre suit son cours.
- Terea : relations contractualisées pour chacune des trois missions qui leur ont été confiées (développement du guide d'audit pour PAFC Gabon, soutien aux missions en RCA et RDC (production de documents et mise en contacts avec les parties prenantes clés pour la partie sensibilisation sur site de la mission)). Ainsi une vraie expertise concernant PAFC a été développée au sein de ce bureau d'études, ce qui permet d'apporter une expertise technique différente et bien plus étoffée que ne l'apporterait un bureau débutant sur la thématique. Cela a permis une amélioration intéressante des documents ainsi que des mises en relation facilitées. Une relation très fructueuse.
- COFRAC : forte coopération du COFRAC pour trouver la meilleure solution pour le développement d'un programme d'accréditation que cela soit avec les différents bureaux de certification ou d'accréditation. Mais actuellement le principale blocage dans la mise en œuvre du PAFC Gabon réside dans l'accréditation et els problèmes que cela semble poser au niveau du COFRAC.
- Fédération des Industriels du Bois (FIB) de RDC : un fort soutien administratif et organisationnel tout autour de l'activité RDC de ce projet. L'intérêt est présent mais la certification n'est pas une priorité dans le contexte actuel de la RDC.
- Eddy Hill Design : un partenaire de longue date au travail toujours de qualité.
- Logic Corporate : leur travail sur la traduction en français a permis de rattraper la traduction initiale qui avait été désastreuse. Mais ce travail a induit une augmentation des coûts de l'activité 7. Un partenaire de longue date au travail toujours de qualité.



3.2 Comment évaluez-vous les relations entre votre entité et vos interlocuteurs et partenaires (Administrations forestières, Concessionnaires, Comités de gestion des UFA, ONGs, etc.) Comment l'Intervention a-t-elle affecté ces relations?

Que ce soit au Cameroun, en RCA ou RDC, la certification et son développement ont été accueillis avec bienveillance par toutes les parties prenantes et toutes ont souhaité et accepté de nous rencontrer.

Je décrirais donc les relations avec les différents acteurs comme étant bonnes. Les différentes missions ont créé de nouvelles relations et ont permis de renforcer celles existantes.

Ces voyages de sensibilisation auront permis de renforcer l'idée d'une approche sous-régionale afin de maximiser l'impact de la gestion durable des forêts.

3.3 Le cas échéant, décrivez vos relations avec toute autre organisation impliquée dans la mise en œuvre de l'Intervention.

Aucun problème n'a été rencontré ni avec le designer, ni l'imprimeur ou ni aucun autre des différents intervenants directs dans la réalisation des activités.

Le seul problème rencontré jusqu'ici fut pour l'obtention des visas pour la RDC et pour PEFC International et pour Terea, ce qui a obligé un report de la mission de mai à octobre.

Par ailleurs, l'ensemble des acteurs rencontrés accueillent avec intérêt l'apparition d'une alternative à FSC.

3.4 Le cas échéant, décrivez les liens que vous auriez développés avec d'autres actions concourant à l'objectif de l'Intervention.

/

3.5 Si votre entité a reçu précédemment d'autres appuis, dans quelle mesure cette Intervention a-t-elle pu renforcer/compléter la (les) précédente(s).

Cette intervention a permis d'effectuer avec succès une autre intervention financée par le PPECF, l'audit à blanc des concessions de Rougier Gabon grâce au guide d'audit de PAFC Gabon.

Cette intervention est aussi en lien avec l'intervention de soutien du PPECF auprès du PAFC Cameroun puisque le PEFC International a apporté son soutien à PAFC Cameroun auprès des acteurs-clés locaux lors de sa visite de septembre 2015 ainsi que dans le développement du schéma. L'ensemble de ces projets auront permis d'avancer dans la mise en œuvre du PAFC, d'acquérir une certaine expérience dans la mise en œuvre mais également de faire émerger l'utilité de développer une approche régionale pour le PAFC.



4. Visibilité

4.1 Comment la visibilité de la contribution du Programme a-t-elle été assurée pour l'Intervention?

Le PPECF est mentionné avec son logo sur le site web de PEFC International. De plus, le logo du PPECF apparaît sur la quatrième de couverture du Toolkit / Boîte à Outils : Développer un système national de certification forestière à côté duquel sa contribution est mentionnée. Le PPECF est aussi mentionné lors des différentes activités ayant trait à PAFC et PEFC en Afrique Centrale ainsi que dans de nombreuses présentations faite par PEFC et ses membres en Afrique mais également sur d'autres continents comme partenaire et soutien financier du développement du PAFC dans le Bassin du Congo.

4.2 Le Programme pourrait souhaiter publier les résultats des activités. Auriez-vous des objections à la publication publique de ce rapport sur son site internet ? Si tel est le cas, veuillez exposer vos objections.

Non

4.3 Dans ce dernier cas, acceptez-vous que ce rapport soit publié sur l'espace restreint dédié aux partenaires du Programme.

Oui

5. Rapport financier

Voir tableau ci-dessous

Le coût final du projet est de 85 390.86 € pour un coût budgété initialement à 79 982 €. Pour compenser cette augmentation non-budgétée, PEFC a porté son co-financement de 5600 € à 11 008.86 €.



Nom de la personne de contact pour l'Intervention: Rémi Sournia

Signature: Ben Gunneberg.....

Localité: Genève

Date à laquelle le rapport était dû: septembre 2016.....

Date d'envoi du rapport: mars 2017.....



Annexe 1 : Boite à outils pour le développement de systèmes nationaux de certification

A télécharger ici : <https://www.pefc.org/resources/brochures/projects-and-development/2109-developper-un-systeme-national-de-certification-forestiere-votre-boite-a-outils>

Annexe 2 : Documents développés pour un système de certification centrafricain :

- Cartographie des parties prenantes
- Procédures d'élaboration des standards
- Standard de gestion forestière

Annexe 3 : Documents développés pour un système en RDC :

- Cartographie des parties prenantes
- Procédures d'élaboration des standards
- Standard de gestion forestière